



ITAS TIM  
345 Bureaux de la Colline  
1 rue Royale  
92213 SAINT-CLOUD cedex  
Accueil: +331 4112 2700  
Fax : +331 4771 3903

E-mail: [commercial@itastim.fr](mailto:commercial@itastim.fr) internet: [www.itastim.com](http://www.itastim.com)



**ARCEP**  
7 Square Max Hymans  
75730 PARIS cedex 15

**A l'attention de Monsieur Sylvain Moll**

Saint Cloud, le 9 janvier 2009

Objet : Marché 18, contribution d'ITAS TIM

Cher Monsieur,

J'ai le plaisir de vous transmettre, en pièce jointe à la présente, la contribution de la société ITAS TIM aux questions que l'Autorité a formulées dans son document public « Bilan et Perspectives » de novembre 2008, et concernant le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle.

Nous souhaitons que cette contribution de notre société participe à l'amélioration des conditions du déroulement de ce marché.

Je reste naturellement à votre disposition pour éclaircir tout point que vous pourriez souhaiter et dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Jean-Claude Duffaud  
Directeur Général

**Questions ARCEP**  
**Marché 18**  
**Contribution ITAS TIM**  
9 janvier 2009

**Question 1** : Opportunité de maintenir une régulation ex ante sur le marché de gros de TDF

Il est indispensable de maintenir encore une régulation ex ante sur les marchés de gros de TDF, mais également de la renforcer, et pour une nouvelle durée courant au moins jusqu'à l'arrêt de la diffusion analogique terrestre. Ainsi que l'Autorité le démontre largement dans son document « Bilans et perspectives », en définitive, l'émergence de la concurrence dans le secteur de la diffusion terrestre est encore largement marginale et la maturité économique des opérateurs alternatifs est faible. TDF est donc toujours un acteur prépondérant et il est parfaitement justifié qu'il fasse l'objet du principe de la régulation ex ante et asymétrique. Aucun des opérateurs alternatifs n'a réellement atteint la capacité à concourir nationalement pour des volumes significativement dimensionnés par rapport aux besoins du marché, exprimés par les Clients multiplexes et la planification du CSA. TDF bénéficiant de son infrastructure déjà en place à chaque initialisation de nouvelle zone, les études qu'il effectue, sont largement plus simples et moins coûteuses que celles des opérateurs alternatifs pour des sites à créer. Le nombre d'offres commerciales faites aux Clients multiplexes par les opérateurs alternatifs sur le marché de gros aval, sont largement donc aussi limitées par cet aspect des choses, et par rapport à TDF.

**Question 2** : Application du test des trois critères

Le test des trois critères est effectivement une approche pertinente pour se prononcer en faveur du maintien des dispositions de la régulation ex ante du marché de gros de TDF. Pour appuyer cette affirmation, le troisième critère est probablement celui qui milite le plus en faveur de ce maintien. En effet, le contrôle que peut exercer le Conseil de la Concurrence en matière de respect du droit est presque exclusivement réalisé à posteriori d'infractions déjà établies de longue date et sur recours préalable d'opérateurs alternatifs plaignants. Les procédures engagées, alors, sont longues et coûteuses, et entraînent souvent des « dommages collatéraux » dans la relation clients-fournisseurs qui existe entre les opérateurs alternatifs et les opérateurs de multiplexe sur le marché de gros aval, car pour instruire un dossier, le Conseil opère un certain nombre de procédures auprès des acteurs du dossier, mais également auprès des opérateurs de multiplexes. Ces procédures légales effectuées auprès des opérateurs de multiplexes ont souvent générées beaucoup de mécontentement chez eux à l'égard des demandeurs de recours, car elles sont interprétées comme une ingérence dans les affaires. La régulation ex ante, dans son principe de démarche préalable, permet d'éviter cela et de maintenir un climat sain dans la relation commerciale évoquée ci-dessus.

Au-delà de ces trois critères, il apparaît important de rajouter un quatrième critère pragmatique et fondé sur la mesure de la part de marché en unité de chiffres d'affaires de chacun des acteurs du marché. Dans les faits, si la mesure du nombre de sites ou de fréquences conquis par les opérateurs alternatifs face à TDF est intéressante, la réalité en chiffres d'affaires est tout autre.

Si l'on considère qu'à fin 2008, il n'existe désormais plus que trois diffuseurs alternatifs (dont un nouvel entrant) face à TDF, les chiffres d'affaires totaux cumulés de ceux-ci ne dépassent pas 50 millions d'euros annuels. Face à celui de TDF, la comparaison est plus qu'édifiante et très symptomatique d'une concurrence loin d'avoir réellement pris son envol. Il apparaît

justifié, dans ce cadre, de maintenir une régulation ex ante tant que la part de marché en chiffre d'affaires de TDF dépassera les 50% par exemple (plus de 90% à ce jour).

**Question 3** : Inclusion ou exclusion de la régulation de marché de gros sur la TMP

Il est fondamental d'étendre la régulation ex ante appliquée à TDF à toutes les activités commerciales de celle-ci, et en particulier aux nouvelles activités comme la TMP. Toute nouvelle activité de TDF entrera dans le champ des perspectives de nouvelles économies d'échelle à réaliser pour TDF, renforçant ainsi sa capacité à être un acteur contre lequel il sera difficile de s'opposer.

**Question 4** : Inclusion ou exclusion de la régulation de marché de gros sur la FM

Même remarque qu'à la question précédente. Il est important de rajouter, par ailleurs, que les opérateurs alternatifs parviendront à prendre une place importante dans le jeu de la concurrence sur le marché de la radio numérique, qu'à condition qu'ils soient substantiellement présents sur le marché de la radio FM. Ce critère d'éligibilité est fréquemment analysé par les clients éditeurs de contenus dans leurs appels d'offres.

**Question 5** : Inclusion ou exclusion de la régulation de marché de gros sur la radio numérique

Même réponse qu'à la question 3.

**Question 6** : Avis sur les deux scénarios proposés par l'ARCEP. Réplicabilité des sites

Cette question concernant les mesures de contrôles ex ante de la politique commerciale de TDF est fondamentale. Si les deux propositions de scénario faites par l'Autorité sont intéressantes, elles sont néanmoins incomplètes. La première conduirait à reconduire le scénario actuel et la deuxième, bien qu'innovante, est peu facile à mettre en œuvre. Concernant cette dernière, il apparaît en effet difficile d'imposer à TDF des limites tarifaires basées sur des offres de diffuseurs alternatifs qui, bien souvent, n'existent pas dans les faits, faute de candidature de leur part. Cela pose le problème de la mesure des tarifs dits excessifs, lorsqu'il n'existe qu'une seule offre.

Par ailleurs, ce scénario suppose également une connaissance approfondie, par l'Autorité, des sites non répliquables. L'Autorité sollicite les opérateurs alternatifs sur ce sujet. Dans les faits, peu d'opérateurs se hasarderont probablement à livrer cette liste, qui par voie de conséquence reviendrait à délivrer la liste des sites sur lesquels ils envisagent des solutions alternatives. Lorsque l'on connaît la remarquable capacité de TDF à exercer une activité de lobbying « tout azimut » et de remontée d'informations du terrain, c'est probablement une démarche dangereuse. Tout ce qui peut être dit sur le sujet est qu'il est fréquemment entouré d'affirmations établies et dogmatiques. Qui n'a pas entendu dire que tel ou tel point haut était non répliquable du fait de sa position géographique naturelle, alors qu'une étude attentive peut révéler des surprises de taille.

Il apparaît essentiel dans les faits de, très certainement, conserver les dispositions du contrôle actuel tel que proposé dans le premier scénario par l'Autorité, mais assorti d'une nouvelle disposition de contrôle ex ante sur le marché de gros aval. Les opérateurs alternatifs ont toujours été convaincus de l'existence de disparités importantes entre la politique tarifaire de TDF sur son marché de gros amont proposé aux opérateurs alternatifs et la réalité de ses offres commerciales faites aux éditeurs de multiplexes. Des cas de figure concrets ont été constatés ces derniers mois par des diffuseurs alternatifs sur des sites où la « bataille a fait rage » face à TDF, comme Villers-Cotterêts, par exemple.

**Question 7** : Avis sur les délais imposés à TDF pour la communication de leurs offres

Pas d'avis particulier sur la question, si ce n'est que des délais de prévenance imposés à TDF sont légitimes. Il convient cependant de se demander quelles sont les conditions qui matérialisent ces délais de prévenance (qui doit être informé ?) et concernent-ils également les augmentations tarifaires annuelles mécaniques que TDF semble pratiquer sur ces prix ? Dans les faits, et en plein phase de consultation sur les phases 7C2 et 7D de septembre à décembre 2008, il a été observé que les tarifs en ligne DiffHF de TDF ont été augmentés d'environ 3%. Pour les opérateurs qui privilégient la formule du non déploiement de sites alternatifs et qui souhaitent donc s'héberger chez TDF, la surprise a dû être mal acceptée au moment où il fallait formuler les offres auprès des éditeurs de multiplexes.

**Question 8** : Offres de référence TDF

Pas d'avis sur la question.

**Question 9** : Frais d'étude TDF

Les frais d'études initiales pratiqués par TDF sont clairement des barrières factices, ayant pour conséquence de limiter le développement des opérateurs alternatifs. Pourquoi TDF facturerait des frais d'études aux seuls opérateurs alternatifs sur un marché où ils ne facturent aucune étude aux éditeurs de multiplexes dans les phases de consultations du déploiement de la TNT ?

De cette remarque précédente importante, il convient de supprimer complètement cette notion de frais d'études préalables et qui engendre, par ailleurs, une connaissance de fait, par TDF, des intentions commerciales des opérateurs alternatifs.

**Question 10** : Pourquoi les alternatifs ne choisissent jamais l'offre hébergement seul de TDF ?

Parce qu'elle n'est pas satisfaisante dans le domaine opérationnel. Ainsi, par exemple, comment être certain pour un opérateur alternatif que les tarifs de déploiement de tel ou tel système antenne, pratiqués par TDF sur son pylône correspondent aux standards du marché ?

Cette offre d'hébergement seul devrait être complétée par la possibilité, pour un opérateur alternatif, de pouvoir s'héberger sur le terrain du site de TDF, au sens du partage du foncier et pour y construire un nouveau pylône, tel que la Commission Européenne l'a formulé et que l'Autorité le rappelle au cinquième paragraphe du 3.a de son document « Bilan et Perspectives ». Force est de constater, en effet, que les emprises géographiques des sites de TDF sont largement dimensionnées, notamment sur le réseau primaire, et que cette offre n'existe pas dans le catalogue des offres de TDF faites aux opérateurs alternatifs.

**Question 11** : Obligation pour TDF de communiquer les éléments de ses offres sur le marché aval

Bien sur !

**Question 12** : Maintien de la régulation ex ante sur le marché de gros de l'analogique

Même réponse qu'aux questions 3, 4 et 5

### **Question 13** : Maintien ou non de la non régulation du marché aval

Pour toutes les raisons développées précédemment, il est fondamental de mettre en place cette régulation, en particulier pour les raisons explicitées au deuxième paragraphe de la question 6.

### **Remarques complémentaires**

Au-delà des questions précédentes que l'Autorité pose aux différents acteurs du marché, il est souhaitable de porter à sa connaissance un certain nombre d'éléments ou avis supplémentaires, lui permettant de mieux appréhender la réalité de la vie du marché de la diffusion terrestre.

Le marché de la diffusion est souvent constitué d'un ensemble de détails qui ponctuent son quotidien et aussi infimes soient-ils, ils peuvent constituer des éléments objectifs d'entrave à la liberté de l'expression de la concurrence.

Si la dimension financière entre les offres des différents acteurs est un élément fondamental de la mesure du développement de la concurrence, la dimension technique de ce métier est aussi fondamentale. Ce métier est souvent pratiqué par bon nombre d'experts en tous genres, qui revendiquent sur la base de normes obscures et faites surtout d'expériences, des postulats dont le seul but est la mise en place de mesures de protections de la diffusion. Naturellement ces mesures de protections s'appliquent surtout aux sites historiques et il ne viendrait à l'idée de personne de les contester. Et pourtant, comment ne pas s'étonner que telles ou telles dispositions prises en la matière il y a trente ans, notamment dans le domaine des servitudes radioélectriques autour des sites de TDF, soient toujours valables en 2009, alors que les progrès technologiques en matière de diffusion, ont été, depuis, constants ? Dans les faits, certaines de ces servitudes constituent des éléments majeurs, empêchant le développement de sites alternatifs, bien plus que leur localisation géographique. Il apparaît donc très important que l'Autorité puisse appréhender cette dimension technique, en sus de son analyse économique, pour mieux mesurer le caractère duplicable ou non d'un site donné.

D'autres éléments importants participent aux difficultés du développement de la concurrence et ce, en sus des raisons évoquées par l'Autorité dans son document.

On citera, en particulier, la force de TDF, au travers de sa présence sur le terrain, à pratiquer un lobbying très efficace auprès des élus locaux ou des différentes autorités administratives locales intervenantes dans le processus d'autorisation du déploiement des nouveaux sites d'opérateurs alternatifs. Quasiment aucuns élus ne sont informés du fait que TDF est désormais une société privée, depuis longue date maintenant, et qu'elle peut être mise en concurrence avec des opérateurs alternatifs. Beaucoup pensent qu'elle est toujours une société publique, et par voie de conséquence, comme le rappelle le document de l'Autorité, invite souvent les opérateurs alternatifs à se retourner vers TDF. Ne serait-il pas possible de procéder à une information ciblée et exhaustive auprès de ces acteurs locaux sur la réalité de la situation ?

Dans le même domaine, un certain nombre de cas où TDF a tenté de racheter ou louer des parcelles de terrain identiques à celles visées par les opérateurs alternatifs, alors que, par nature, TDF disposait déjà de son site, ont créé des retards dans les opérations de déploiement des alternatifs. Il est important dans son processus de régulation d'empêcher TDF de procéder ainsi.

Enfin, et le constat à suivre ne formule pas de préconisation correctrice particulière, l'exercice de la concurrence auprès des éditeurs de multiplexes face à TDF n'est pas facilité lors des phases d'appels d'offres.

On constate en particulier que l'ensemble des éditeurs de multiplexes, dans ses phases de consultations, demandent aux opérateurs candidats de leur remettre des offres fermes, et sans indexation des tarifs pendant les cinq années de leur contrat. Si cette demande est diligemment satisfaite par les opérateurs alternatifs en phase de conquête de leur marché auprès de leurs clients, il apparaît que TDF, notamment en raison de sa position dominante, ne répond jamais à cette demande et propose systématiquement son modèle de contrat de diffusion, assorti de formules d'indexation très élaborées. Ce point important rend nécessaire le développement du dispositif de régulation ex ante sur le marché de gros aval, en sus des arguments développés en réponse aux questions de l'Autorité.